

9 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Réponses de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, au questionnaire du "Courrier Picard", notamment sur le bilan économique et social du septennat, jeudi 9 avril 1981.

Question n° 1 : M. le président, vous vous inquiétez du scepticisme des Français qui se nourrit, selon vous, de l'excès des promesses formulées par vos concurrents. Ce "scepticisme" ne vous atteint-il pas, vous aussi, dans la mesure où le bilan économique et social de votre septennat permet à l'opposition et à une partie de la majorité de douter de la réussite de votre action future ?

Réponse : Le scepticisme des Français ne se nourrit pas seulement de l'excès des promesses illusoires que l'on voit fleurir au cours de cette campagne. Il se nourrit également de l'excès des critiques qui ont été formulées à l'égard de la politique que j'ai conduite depuis sept ans. Considérez, si vous le voulez bien, le bilan économique et social des sept dernières années. Comme tous les pays développés, la France a subi deux chocs pétroliers qui ont profondément bouleversé son économie et elle a été affectée par la crise mondiale qui a suivi. Comment a-t-elle traversé cette tourmente ? Elle a maintenu une croissance forte, la plus forte de tous les pays occidentaux. Le pouvoir d'achat a continué d'augmenter, il est vrai, certaines années, à un rythme plus ralenti. Mais dois-je rappeler que dans tous les grands pays industriels, il a connu des réductions, sauf chez nous. Nous avons maintenu cette croissance tout en défendant la valeur de notre monnaie et l'équilibre des finances publiques, en améliorant l'efficacité de nos entreprises, en développant le premier programme nucléaire d'Europe, en créant 400 000 emplois, en consacrant à notre défense des ressources importantes.

Nous avons connu deux difficultés. Notre taux d'inflation est resté le taux moyen des pays européens. La réorganisation de notre économie doit nous permettre de rejoindre le peloton de tête. Mais surtout la crise mondiale a entraîné chez nous une montée du chômage, accentuée par trois traits particuliers de notre économie : le déséquilibre démographique entre la génération qui prend sa retraite et celle qui arrive sur le marché du travail, l'évolution de la condition des femmes, qui les conduit en plus grand nombre à chercher un emploi, et, enfin, la présence en France d'une forte population d'immigrés.

Pour tout observateur impartial, le bilan économique et social du septennat est fondamentalement positif et nous en avons deux preuves. Il suffit de comparer l'évolution de la France à celle des autres grands pays industriels pour voir que nous avons traversé la crise mieux qu'eux. Il suffit de lire les avis des grandes organisations internationales, qu'il s'agisse de l'OCDE ou du Marché Commun, pour voir que les experts étrangers considèrent que la France a traversé une période difficile dans les meilleures conditions.

Je peux dire que si nous avons obtenu ces résultats, c'est grâce à l'action patiente que nous avons menée.

Voyez-vous, les faits sont têtus. Ce qui m'inquiète le plus, c'est que certains s'efforcent, pour des raisons partisans, de dissimuler la vérité aux Français. Ce qui me rassure, c'est le scepticisme avec lequel les Français accueillent les promesses illusoires qu'on ne cesse de leur faire.

Question n° 2 : Votre protestation énergique contre les termes utilisés par Monsieur François Mitterrand pour qualifier votre politique extérieure n'illustre-t-elle pas la difficulté qu'il y a à distinguer la fonction de Président de la République et la campagne du "citoyen-candidat" ?

Réponse : Je ne vois pas la difficulté dont vous parlez. Je suis le Président de la République. Veut-on m'interdire d'être candidat ? Je suis candidat. Veut-on m'empêcher d'exercer les fonctions qui sont les miennes ?

Je constate que le candidat du Parti socialiste a cru pouvoir tenir sur mon action des propos inadmissibles. Pour ma part, je n'ai jamais considéré que l'âpreté du combat politique autorise à diffamer ses adversaires.

J'ajoute que caricaturer, comme on l'a fait, la politique extérieure de la France, c'est rendre un bien mauvais service à notre pays.

Question n° 3 : Vous parlez de "l'état de la France". Le Parti socialiste préfère dire ce qu'il pense de "l'état des Français". La France et les Français : cette nuance a-t-elle, à vos yeux, une signification ?

Réponse : Il serait évidemment absurde de dire que l'on ne parle pas du même sujet selon qu'il s'agit de la France ou des Français. La France est une nation dont l'histoire a été faite, et continue d'être faite par les Français.

Les Français ne sont tels qu'on les connaît, chez nous et à l'étranger, que parce qu'ils appartiennent à cette collectivité que, depuis des siècles, on appelle la France. Par conséquent, évoquer comme je l'ai fait, "l'état de la France", c'est naturellement décrire et analyser la situation dans laquelle vivent aujourd'hui les Français, avec leurs acquis, leurs atouts, leurs capacités et leurs espérances.

Je n'ajouterai qu'une chose, qui me paraît importante. Si nous sommes les héritiers d'une grande histoire et si nous sommes porteurs d'un grand avenir, c'est que nous avons reçu en partage un capital moral qu'il est de notre devoir de conserver et d'enrichir. De quoi ce capital moral est-il fait ? Vous le savez d'un idéal de liberté et de justice, d'un attachement intransigeant aux droits de la personne et aux droits des peuples.

Cet idéal, le nom de la France lui est indissolublement associé, même si, heureusement, nous ne sommes pas le seul peuple à le défendre. Il nous dépasse. Il doit nous inspirer dans nos actes, aujourd'hui et demain, comme il nous a inspirés aux meilleurs moments de notre passé.

Question n° 4 : Pourquoi persistez-vous à proposer une approche non partisane de trois grands problèmes essentiels (emploi, politique étrangère et défense) alors qu'un regard sur les sept années passées montre que vos intentions, déjà exprimées en 1974, n'ont pas été suivies d'effets ?

Réponse : Il est exact que, tout au long de ces sept années, conformément aux engagements que j'avais pris en 1974, j'ai cherché, à créer dans notre pays les conditions d'un véritable dialogue démocratique.

Il me semblait en effet que, sur un certain nombre de très grands sujets, qui intéressent tous les Français et qui mettent en jeu l'avenir de la France, la majorité et l'opposition devraient pouvoir, par-delà leurs divergences légitimes, mettre en commun leurs réflexions et trouver un terrain d'entente.

J'ai cité la politique étrangère, la défense et l'emploi des jeunes. Mais cette liste ne me paraît pas exhaustive : ainsi une réflexion collective sur les problèmes de l'éducation me paraît opportune.

Je constate avec vous que ma bonne volonté n'a pas toujours été payée de retour. Je le regrette. Je n'en suis pas moins fermement déterminé à poursuivre dans cette voie, dont je suis convaincu qu'elle répond aux vœux profonds des Français. Je suis également persuadé que, si je suis réélu, la pression de l'opinion conduira mes adversaires d'aujourd'hui à accepter les règles d'un véritable dialogue. Dans le monde difficile que nous connaissons, il est nécessaire que les Français, quelle que soit la famille politique à laquelle ils appartiennent, se rassemblent pour apporter une réponse aux problèmes de la France.

Question n° 5 : Il y a seulement quelques semaines, la plupart des observateurs politiques pensaient que vous seriez réélu haut la main. Leurs appréciations ont, semble-t-il, changé. Les sondages d'opinion laissent prévoir un second tour aussi serré qu'en 1974. Comment expliquez-vous une telle évolution ?

Réponse : Je vous répondrai par deux observations.

La première est que, vous ne l'ignorez pas, les sondages n'ont qu'une valeur relative. Ils enregistrent, avec un degré de fiabilité variable, l'état de l'opinion à un moment donné. Ma seconde observation est qu'en toute hypothèse, on ne peut comparer que ce qui est comparable. Les sondages auxquels vous faites allusion ont été réalisés à une époque où la plupart des candidats ne s'étaient pas déclarés. La liste des candidats vient à peine d'être connue.

D'autre part la situation est différente pour deux raisons, parmi d'autres. En tant que Président de la République je suis tout naturellement la cible de ceux qui aspirent à me succéder. La deuxième raison tient au paysage politique : un résultat acquis au premier tour est exclu, l'expression des diversités en est donc facilitée.

J'ajoute que nous ne sommes qu'au milieu de la campagne et que les seuls véritables sondages auront lieu le 26 avril et le 10 mai.

Question n° 6 : La politique de la France ne se fait pas à la corbeille, mais les états d'âme de la bourse ne sont pas sans influence sur la santé du pays. Comment appréciez-vous les discours relativement optimistes des présidents des SICAV et quel avenir envisagez-vous pour la bourse de Paris ?

Réponse : La politique de la France ne se fait pas à la corbeille et ne s'y est jamais faite.

La Bourse est un marché sur lequel les banques, les compagnies d'assurances, la Caisse des dépôts et consignations, les particuliers, les entreprises vendent et achètent des actions et des obligations. Ce n'est pas la Bourse qui a de l'influence sur la santé du pays, mais c'est la santé du pays qui a de l'influence sur la Bourse.

Vous avez noté que les Présidents des SICAV ont tenu des discours optimistes sur la situation de l'économie française. Les SICAV sont des sociétés d'investissements créées par les grandes banques nationales, les caisses d'épargne ou par d'autres institutions financières. Elles ont pour but d'offrir aux particuliers des moyens de placement commodes pour leur épargne.

S'ils ont tenu des discours optimistes, c'est parce qu'ils pensent que la situation de l'économie française est saine. Ils pensent donc la même chose que les observateurs étrangers dont nous avons parlé tout à l'heure et qui connaissent un certain nombre de réalités simples : l'équilibre de nos finances publiques, notre programme nucléaire, la croissance de notre économie, la vitalité de nos entreprises, la qualité de nos exportations, la solidité de notre devise.

Vous avez parlé de la Bourse, mais vous n'avez pas parlé d'autres marchés sur lesquels l'économie française est également jugée. Sur toutes les places financières du monde, on vend et on achète des Francs, on vend et on achète des titres émis en Francs. Considérez donc la façon dont le monde entier juge notre monnaie, et à travers elle notre économie. Vous y trouverez une preuve supplémentaire des succès que nous avons remportés.

Question n° 7 : Les agriculteurs de Picardie ont montré à Bruxelles leur détermination à l'égard des orientations de la C.E.E. Un porte-parole des exploitants agricoles a regretté, au cours d'un meeting à Amiens que les prix agricoles demeurent bridés en France alors que les autres secteurs de l'économie bénéficient d'une liberté totale. Que répondez-vous à la préoccupation des agriculteurs de Picardie ?

Réponse : Je voudrais d'abord dire que la politique agricole doit avoir pour objectif central de permettre aux agriculteurs de vivre grâce à la vente de leurs produits.

Ils doivent donc bénéficier de prix rémunérateurs et dans des conditions de concurrence loyale avec les producteurs des pays voisins.

C'est pourquoi j'avais donné des instructions de fermeté absolue à la délégation française qui négociait à Bruxelles l'augmentation des prix de la prochaine campagne.

Nous avons obtenu un résultat que tous les observateurs s'accordent à juger comme conforme aux intérêts des agriculteurs français. Nous avons obtenu une réduction très importante des montants compensatoires monétaires qui favorisaient les producteurs allemands et une augmentation des prix garantis qui devrait normalement permettre de couvrir les augmentations des coûts de production. Il s'agit d'une grande victoire pour l'agriculture française.

Pour ce qui est du régime des prix lui-même, j'observe que les mécanismes de la politique

agricole commune jouent beaucoup plus souvent comme une protection contre les baisses excessives des prix - notamment grâce au système de l'intervention - que comme un frein à la hausse.

La liberté totale des prix serait un système mal adapté à l'agriculture, dont la production peut varier, de façon sensible, d'une année à l'autre, alors que les débouchés évoluent lentement. Ce qui aurait des conséquences catastrophiques pour le revenu des agriculteurs puisque sans la politique agricole commune les cours des produits agricole connaîtraient des fluctuations considérables.